

Interco : Emmanuel Macron lance des signaux sur Twitter

Coincidence de calendrier ou parfaite connaissance de cause, le message du Président intervient dans la foulée d'un courrier lui étant adressé, à l'initiative de Lucien Limousin

Les élus locaux concernés en ont eu, officieusement, la confirmation : Emmanuel Macron a bien pris connaissance, en personne, du courrier lui étant adressé avant-hier, à l'initiative de Lucien Limousin - vice-président du Conseil départemental en charge des 29 communes hors métropole - par, alors, 22 maires, 2 parlementaires, 3 conseillers régionaux et 3 conseillers départementaux. Sujet principal de la missive, signée, depuis lors, par les deux "nouveaux" maires Jean-Christophe Daudet de Barbentane et Gérard Garnier de Fontvieille : demander au Président qu'il fasse la clarté sur les desseins de l'État vis-à-vis du Pays d'Arles et par rapport à la Métropole. "La plus grande confusion règne. Or, nous avons besoin de clarté pour avancer" reconnaissent tous les signataires.

Des élus représentant numériquement la majorité du territoire (lire la liste parue dans *La Provence* du 22 juin) mais qui, selon David Grzyb, vice-président de la communauté d'agglomération Arles-Crau-Camargue-Montagnette, seraient surtout marqués à droite sur l'échiquier politique. "Hervé Chérubini et Hervé Schiavetti n'ont pas signé, la couleur est très claire selon moi". Se reconnaissant "écarté" des enjeux du Pays d'Arles au sein de la communauté d'agglomération ACCM, l' élu arlésien, a dit "s'insurger" contre la proposition de la lettre ouverte. "En évoquant le département métropolitain, on nous vend une intégration du Pays d'Arles dans la Métropole. Mais il faut arrêter de nous prendre pour des imbéciles. Je trouve choquant qu'on remette en cause ainsi la position que les élus ont arrêtée en mai à Saint-Martin de Crau, et en décembre à St-Etienne du Grès. Je n'ai jamais caché mes positions, je voudrais connaître celles de ceux, à Arles, qui ont voulu être à ma place."

Pendant ce temps, à Quimper où il était en déplacement jeudi, le président Macron semble avoir fourni des éléments de réponse dans un discours où il a indiqué la nécessaire modification de l'article 72 de la Constitution lors d'une révision prévue dans l'été. Ainsi serait ouvert, a expliqué le Président, "un principe



Emmanuel Macron s'est rendu à Arles l'été dernier pour les Rencontres de la photographie, approchant les symboles du Pays d'Arles que sont notamment la Reine, et ses demoiselles d'honneur.

/ PHOTO VALÉRIE FARINE

de différenciation territoriale" pour permettre aux collectivités d'avoir des compétences et une organisation différente d'une collectivité de même strate.

Le premier à avoir "dégainé" ses arguments possiblement transcriptibles au Pays d'Arles, est Jean-François Césarini, député du Vaucluse, sur les réseaux sociaux. Dans ces colonnes il accusait il y a peu la droite, et Christophe Castaner, de freiner l'expérimentation d'un Pays d'Arles hors Métropole, et quel que soit le sort du Département. Ainsi, en réponse à Emmanuel Macron avançant, sur Twit-

ter: "Je ne crois pas une seule seconde qu'on construira la France de demain uniquement avec des métropoles", Césarini a lancé "Nous non plus".

"La droite aime les Métropoles car elle pense le ruissellement des êtres et des territoires. Qui n'existe pas dans la réalité" a précisé l' élu du Vaucluse, militant de l'expérimentation de nouvelles gouvernances sur de "nouveaux" territoires. Du coup, il n'est pas resté insensible au second tweet du Président Macron. "Tous les territoires n'ont pas les mêmes atouts et donc les mêmes rôles. Les politiques

doivent s'y adapter. Nous pensons une nouvelle génération de la décentralisation."

Lucien Limousin, ayant pris connaissance de ces messages, a entendu, mais demandait, hier, que des discussions s'engagent. Avec l'État? Pour de vrai et pas sur les réseaux sociaux? Un conseil syndical du PETR "Pays d'Arles", présidé par Michel Fenard (également non-signataire de la lettre) a lieu lundi à Fontvieille. Ce sera très certainement une bonne occasion pour aborder à nouveau le sujet.

Julie ZAOUJ